

JUNG SUNG-CHUN

Vice-président, département de macroéconomie internationale & finance, Korea Institute for International Economic Policy (KIEP)

Richard COOPER

M. Jung.

JUNG Sung-Chun

Je vous remercie beaucoup de m'avoir invité à cette excellente conférence. C'est pour moi un honneur d'être parmi ces intervenants et professeurs éminents. Aujourd'hui, j'aimerais vous parler du statu quo et de certains risques de détérioration qui pèsent sur l'économie mondiale. Dans un premier temps, j'examinerai les développements économiques actuels dans les pays les plus importants pour notre débat, et, dans un deuxième temps, j'aborderai certains risques de détérioration transversaux qui pèsent sur l'économie mondiale. Comme vous le savez, et comme l'a prédit le FMI, l'économie mondiale a récemment commencé à se redresser, mais je ne pense pas qu'elle se soit remise de la crise économique mondiale de 2008. Si elle souffre toujours d'une faible activité, l'économie mondiale commence, depuis le début de l'année, à offrir des paysages différents.

Considérons l'économie des États-Unis. Elle semble être entrée dans une nouvelle phase cyclique. La Fed américaine devrait de nouveau relever ses taux d'intérêt au cours de l'année, et a déjà annoncé qu'elle commencerait le « programme de normalisation des bilans » en octobre de cette année, et nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 2,1 % en 2018. C'est légèrement supérieur au taux de croissance de cette année. Le moteur de l'économie américaine, c'est – je crois – la forte reprise de la consommation des ménages et de l'investissement, fondée sur l'amélioration du marché de l'emploi et un dollar faible. Grâce à un dollar faible, les exportations américaines ont repris. Cependant, deux risques principaux de détérioration pèsent sur les États-Unis : le premier est la politique d'incertitude sous le gouvernement Trump. Par exemple, il a annoncé hier un nouveau programme de baisses d'impôts. Si celui-ci est mis en œuvre, les répercussions seront énormes sur les taux d'intérêt à long terme et sur les taux de change du dollar américain. Une grande incertitude subsiste quant à la politique économique du gouvernement Trump.

Le deuxième risque à la baisse, c'est – comme vous le savez – la normalisation de la politique monétaire. Hier, le président Trump a nommé Jerome Powell comme nouveau directeur de la Fed, il maintiendra peut-être l'orientation de la politique monétaire pendant les prochaines années, mais la politique économique des États-Unis conserve encore une grande part d'incertitude.

La zone euro a elle aussi connu une reprise cette année, et son taux d'inflation s'est établi aux environs de 1,5 %, ce qui se rapproche de l'objectif de 2 %, mais le taux de chômage demeure toujours très élevé, à 9,1 % ces derniers mois. Un taux qui n'a toutefois jamais été aussi bas au regard des huit dernières années. L'augmentation de la croissance en 2017 reflète une accélération des exportations et une vigueur continue de la demande intérieure, mais des risques de détérioration subsistent. En premier lieu, ce sont les négociations du Brexit, et ensuite, la faible croissance des salaires réels dans les économies européennes, et c'est, je crois, ce qui constitue le principal frein à la reprise active des économies européennes.

Au Japon, nous observons un processus de reprise économique très similaire, mais l'économie japonaise connaît le même problème de faible croissance des salaires réels. C'est, je crois, la principale raison qui nous empêche d'anticiper une reprise économique sur le long terme au Japon.

La Chine, quant à elle, devrait connaître une très forte croissance économique l'an prochain : 6,7 %, un chiffre légèrement inférieur aux 6,8 % prévus. Toutefois, je crois que le plus grand problème de l'économie chinoise réside



dans le fait qu'elle est alimentée par l'endettement et il faut vraiment traiter cette question pour arriver à maintenir une croissance économique durable à l'avenir.

Les grandes économies émergentes, notamment la Russie et le Brésil, devraient connaître la reprise économique. Si elles ont souffert de la récession ces trois dernières années en raison de la chute spectaculaire du prix du pétrole, du gaz et des matières premières, un redressement s'est amorcé dernièrement. Cette tendance devrait se poursuivre l'an prochain, mais le problème de ces économies, c'est qu'elles dépendent trop du pétrole, du gaz et des matières premières, elles doivent donc fortement se diversifier.

J'évoquerai brièvement les facteurs transversaux négatifs pour l'économie mondiale. Le premier, c'est – comme je l'ai déjà mentionné – le protectionnisme, le repli national, dans les économies avancées. Il s'agit là d'un énorme problème pour de nombreux pays : la Corée du Sud, par exemple, doit actuellement faire face à un gros problème avec les États-Unis, car le gouvernement américain demande la renégociation de l'accord de libre-échange Corée-États-Unis. C'est un enjeu de taille en Corée du Sud, et c'est pourquoi je pense que nous devons nous montrer très prudents quant à la prolifération d'un protectionnisme intérieur dans les économies avancées.

Le second facteur de risque, c'est – comme je l'ai déjà mentionné – la très faible croissance des salaires réels dans les économies avancées, notamment dans les pays européens, et au Japon. C'est un gros problème pour ces deux grandes économies, au même titre que le faible taux d'inflation. Un taux d'inflation plus faible tend à se traduire par une confiance plus faible des consommateurs et des entreprises, expliquant pourquoi l'économie mondiale n'a pas encore complètement réussi à mettre fin à un état d'esprit déflationniste, qui est très largement répandu dans la plupart des économies avancées.

Enfin, j'aimerais évoquer les changements intervenus dans les conditions financières internationales. Aux États-Unis, la Fed a déjà commencé à relever ses taux d'intérêt, et la tendance touche également les banques centrales européennes. De nombreuses économies émergentes sont poussées par le flux de capitaux en provenance des économies avancées. Les économies émergentes, qui reposent sur l'endettement devraient normaliser leur bilan avant la fin des conditions financières avantageuses. Il s'agit là d'une tâche énorme pour les économies émergentes. Je vous remercie.

Richard COOPER

Merci beaucoup.